



Conseil d'administration

310^e session, Genève, mars 2011

GB.310/17

POUR DÉCISION

DIX-SEPTIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Directeur général

Aperçu

Questions traitées

Le présent rapport fait le point des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration dans les domaines ci-après: avis de décès; progrès de la législation internationale du travail; administration interne; enfin, publications et documents, comme indiqué dans la liste.

Incidences sur le plan des politiques

Aucune.

Incidences juridiques

Aucune.

Incidences financières

Aucune.

Décision demandée

Paragraphe 5, 11 et 17.

Documents du Conseil d'administration ou instruments de l'OIT cités en référence

Aucun.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Avis de décès	1
II. Progrès de la législation internationale du travail	3
III. Administration interne	5
IV. Publications et documents.....	8

I. Avis de décès

M^{me} Franziska Fitting

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 21 janvier 2011, de M^{me} Franziska Fitting, représentante du gouvernement de l'Allemagne au Conseil d'administration et à la Conférence internationale du Travail.
2. Franziska Fitting commence sa carrière dans le mouvement syndical allemand, puis au sein de IG-Metall, à Francfort, avant de devenir porte-parole du ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales, en 1998. De 2000 à 2004, elle exerce les fonctions de conseillère pour les questions relatives au travail et aux affaires sociales à l'ambassade d'Allemagne, à Rome, avant de rentrer à Berlin pour prendre la tête de la division du ministère du Travail en charge de la coopération multilatérale, de l'assurance sociale et – plus tard – de la coordination des activités de recherche, qu'elle dirige jusqu'au début de 2008. Elle rejoint alors le ministère fédéral des Affaires étrangères, en tant que conseillère pour les questions relatives au travail et aux affaires sociales auprès de la mission permanente de la République fédérale d'Allemagne à Genève. Fin 2009, elle retrouve le ministère du Travail et des Affaires sociales où elle dirige le département chargé des relations avec l'OIT.
3. Tout au long de sa carrière, M^{me} Fitting reste profondément attachée au mouvement syndical, au tripartisme et au dialogue social et il va sans dire que son expérience du terrain rend de grands services à l'OIT. Sa connaissance aigüe de l'emploi et de la politique sociale est, elle aussi, particulièrement appréciée, tout comme sa contribution, en tant que membre du comité de rédaction, à l'élaboration du Pacte mondial pour l'emploi lors de la 98^e session (2009) de la Conférence internationale du Travail. M^{me} Fitting consacrera ensuite beaucoup de sa formidable énergie à assurer la promotion du Pacte et contribuera ainsi à son succès. Inlassablement, elle plaide en faveur de l'Agenda du travail décent et soutient le concept de socle de protection sociale forgé par l'OIT. Le fait est que M^{me} Fitting a toujours défendu opiniâtrement les objectifs et les valeurs de l'Organisation; la réalisation des uns et l'adoption des autres lui tenaient particulièrement à cœur et elle usait de toute son influence et de sa ténacité dans cette quête.
4. Tous ceux qui ont eu la chance de connaître Franziska Fitting et de travailler avec elle se souviendront que l'amélioration des conditions de vie des travailleurs du monde entier revêtait une grande importance à ses yeux. Sa force de caractère était remarquable, tout comme sa vivacité d'esprit et sa volonté marquée de parvenir au consensus, l'un des idéaux les plus caractéristiques de l'OIT. Ils garderont également le souvenir d'une personne chaleureuse, douée d'un grand sens de l'humour, qui, même lorsque la tension était palpable, savait donner à la situation une note de légèreté.
5. *Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances au gouvernement de l'Allemagne ainsi qu'à la famille de M^{me} Franziska Fitting.*

M. Bill Mansfield

6. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, à l'âge de 68 ans, de M. Bill Mansfield, ancien membre travailleur du Conseil d'administration et délégué à la Conférence internationale du Travail.

7. M. Mansfield débute sa carrière professionnelle en tant que technicien en télécommunications au sein de la compagnie publique Telecom Australia, à laquelle succèdera la société Telstra. Devenu secrétaire national de l'Association australienne des employés des télécommunications à l'âge de 36 ans, il exercera ses responsabilités syndicales à plein temps, jusqu'à son décès, remplissant à titre bénévole, après son départ à la retraite, la fonction de scrutateur pour le Conseil australien des syndicats (ACTU), dont il aura été, pendant 17 ans, secrétaire adjoint.
8. Au sein du mouvement syndical, les questions relatives à la sécurité et la santé au travail, l'enseignement et la formation technique et professionnelle ainsi que la résolution des conflits du travail sont quelques-uns de ses domaines de prédilection. Il siège au conseil de l'Autorité nationale de la formation professionnelle et à la Commission nationale de la santé et de la sécurité au travail.
9. M. Mansfield est membre travailleur du Conseil d'administration de 1996 à 2002 et délégué à la Conférence internationale du Travail à trois reprises, entre 1986 et 2001, occupant la fonction de vice-président travailleur de la Commission de la jeunesse, en 1986, et de la Commission de la sécurité sociale en 2001. Il apporte à ces deux commissions sa sagacité, son bon sens, sa générosité ainsi que sa détermination à améliorer les conditions de vie des personnes déshéritées qui transparaît dans le discours prononcé pour présenter le rapport de la Commission de la sécurité sociale: «Les pauvres attendent depuis longtemps que règne la justice sociale». «Si notre monde veut survivre, dit-il, si nous voulons vivre en paix et dans la justice sociale, l'OIT doit nous aider à entrevoir des solutions nouvelles devant permettre aux plus démunis de mieux tirer parti du développement économique et social qui se produit dans le monde.»
10. Commissaire de la Commission australienne des relations professionnelles – sa dernière fonction –, la clarté et l'équité de ses jugements incitent syndicats et employeurs à solliciter son aide lorsqu'une conciliation ou un arbitrage s'avère nécessaire. Le principe d'égalité des chances pour tous, si cher aux Australiens, était pour M. Mansfield une boussole morale qu'il s'attachait à suivre au plus près. C'est pour cette raison, pour son dévouement à la cause du tripartisme, du dialogue social et du mouvement syndical, que tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître se souviendront avec émotion de cet homme de principes doué d'une grande bonté.
11. ***Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances au président du Conseil australien des syndicats ainsi qu'à la famille de M. Bill Mansfield.***

M. Mahjoub ben Seddik

12. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 10 septembre 2010, de M. Mahjoub ben Seddik, ancien membre travailleur du Conseil d'administration et délégué à la Conférence internationale du Travail.
13. La vie de M. ben Seddik est intimement liée à l'émergence du syndicalisme marocain et à l'indépendance du Maroc. C'est en 1948, au temps du Protectorat, que son engagement syndical commence, lorsque ce cheminot est élu au poste de secrétaire de la Confédération générale des travailleurs (CGT). Il est convaincu que le mouvement syndical doit être une force au service de l'indépendance du pays sans se réclamer pour autant de quelque parti politique que ce soit. Son dévouement à cette cause lui vaudra d'ailleurs d'être emprisonné de 1952 à 1954.

14. L'année suivant sa libération, il fonde la première centrale syndicale marocaine, l'Union marocaine du travail (UMT), et en devient le secrétaire général. Ce syndicat est aujourd'hui encore l'une des principales associations de travailleurs du Royaume du Maroc.
15. De 1957 à 1997, M. ben Seddik représente les travailleurs de son pays à la Conférence internationale du Travail. Il est également présent aux sessions du Conseil d'administration à partir de 1957, d'abord en tant que membre adjoint puis en tant que membre titulaire, jusqu'au début des années soixante-dix. Il consacre toute sa vie à défendre les intérêts des travailleurs marocains, fidèle à sa conviction que le mouvement syndical doit rester indépendant des partis politiques. Il restera jusqu'à sa mort un dirigeant actif de l'UMT et l'un des principaux défenseurs des grands syndicats internationaux, et notamment de la Fédération internationale des syndicats des travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses (ICEM). L'UMT est depuis de nombreuses années un membre actif de l'ICEM et le récent accroissement des activités de la Fédération syndicale internationale dans tout le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord lui est dû en bonne partie.
16. M. ben Seddik était un homme courageux qui ne transigeait pas avec ses convictions. Il a lutté inlassablement en faveur de la justice sociale pour les travailleurs de son pays et du monde entier. C'était également un ami fidèle de l'OIT. Le monde perd avec lui un dirigeant syndical d'une grande valeur.
17. *Le Conseil d'administration voudra sans doute inviter le Directeur général à transmettre ses condoléances au président de l'Union marocaine du travail ainsi qu'à la famille de M. Mahjoub ben Seddik.*

II. Progrès de la législation internationale du travail

18. Depuis les informations soumises à la 309^e session du Conseil d'administration jusqu'au 31 janvier 2011, le Directeur général a enregistré les **dix** ratifications suivantes de conventions internationales du travail. En outre, la ratification d'un protocole a été également enregistrée.

Ratifications des conventions et protocole

Azerbaïdjan

Ratification enregistrée le 29 octobre 2010:

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Gabon

Ratification enregistrée le 25 octobre 2010:

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

République démocratique populaire lao

Ratification enregistrée le 29 octobre 2010:

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Portugal

Ratification enregistrée le 12 novembre 2010:

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Saint-Vincent-et-les Grenadines

Ratifications enregistrées le 9 novembre 2010:

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Convention du travail maritime, 2006

Singapour

Ratification enregistrée le 4 octobre 2010:

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Turkménistan

Ratification enregistrée le 15 novembre 2010:

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Uruguay

Ratification enregistrée le 14 octobre 2010:

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Ratifications/acceptations de l'instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986

19. Depuis la préparation du document présenté à la 309^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a reçu l'acceptation suivante:

Singapour	Acceptation	7 janvier 2011
-----------	-------------	----------------

Le nombre total des ratifications et acceptations s'élève maintenant à **95**, y compris deux ratifications/acceptations par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable¹.

III. Administration interne

20. L'article 4.2 *d*) du Statut du personnel dispose que:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

21. Les nominations et promotions ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M. José Luis Daza Pérez (Espagne)

Nommé conseiller principal du Programme d'administration et d'inspection du travail (LAB/ADMIN), Secteur du dialogue social, avec effet au 1^{er} février 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2007.

M. François Eyraud (France)

Nommé directeur du Département de la protection des travailleurs (PROTRAV), Secteur de la protection sociale, avec effet au 1^{er} février 2011, au grade D.2. Sa promotion au grade D.2 en tant que Directeur du Centre de Turin a eu lieu en mai 2006. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 1998.

M^{me} Gerardina González-Marroquin (Costa Rica)

Nommée directrice adjointe régionale pour la gestion et l'administration, Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Lima, avec effet au 1^{er} février 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2003.

¹ A la date où ces lignes sont écrites, il manque 27 ratifications/acceptations d'Etats Membres pour que l'instrument entre en vigueur, y compris trois par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable.

M. Juan Felipe Hunt Ortiz (Espagne)

Nommé chef du Service de la coopération au développement (CODEV), Département des partenariats et de la coopération pour le développement (PARDEV), et promu au grade D.1 avec effet au 1^{er} février 2011.

Né en 1959, M. Hunt est titulaire d'une licence de droit (droit public) de l'Université de Séville, d'un master en Communautés européennes obtenu au Collège d'Europe de Bruges (Belgique) ainsi que d'un diplôme en import-export du Centre des études commerciales de la Chambre de commerce de Madrid. Il a en outre étudié à l'École diplomatique espagnole.

M. Hunt a été nommé directeur du bureau de l'OIT pour l'Espagne le 15 février 2000. Sa nomination en tant que chef du Service de la coopération au développement (CODEV), Département des partenariats et de la coopération pour le développement (PARDEV) a pris effet au 1^{er} février 2011.

Depuis qu'il est entré au service du BIT, en 2000, M. Hunt a exercé les fonctions de directeur du bureau de l'OIT pour l'Espagne. A ce titre, il était responsable de la coopération avec le gouvernement espagnol, notamment les deux fois où l'Espagne a assuré la présidence de l'Union européenne, et devait gérer les questions liées à la migration, l'assistance technique, les activités de formation, les problèmes relatifs aux partenariats public-privé et la coopération avec les organisations internationales présentes en Espagne (Organisation mondiale du tourisme, Secrétariat général ibéro-américain, Sommets ibéro-américains, etc.). Il représentait l'OIT lors de manifestations à caractère technique, politique ou formel, prenait part en son nom à des réceptions diplomatiques et fournissait une assistance pour l'organisation de séminaires et d'ateliers ainsi que pour les préparatifs du 90^e anniversaire de l'Organisation. Il était notamment chargé de suivre la mise en œuvre des conventions et recommandations de l'OIT, de faire mieux connaître l'Organisation dans le cadre de l'Agenda du travail décent, du Pacte mondial pour l'emploi et du projet IPEC-SCREAM, d'attirer l'attention des médias espagnols sur l'OIT, de mobiliser des ressources auprès du gouvernement central et des communautés autonomes, au niveau local, ainsi qu'auprès du secteur privé et de la société civile, et de préparer et mettre en œuvre des projets de coopération technique concernant notamment les pêcheries, le projet IPEC-SCREAM, la migration ou l'emploi des jeunes.

Avant de rejoindre le BIT, M. Hunt a travaillé pour la Confédération des employeurs espagnols en tant que responsable des relations avec l'Union européenne, le réseau des organisations européennes d'employeurs, l'Institut espagnol de commerce extérieur et l'OIT. Il était également chargé de la coopération pour le développement. Il a en outre assuré la gestion du projet Open Line avec l'Union européenne et coordonné l'EURO GROUP au sein de la Confédération.

M^{me} Keiko Kamioka (Japon)

Nommée directrice adjointe régionale pour la gestion et l'administration, Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique à Bangkok, avec effet au 1^{er} janvier 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2001.

M^{me} Carmen Moreno González (Espagne)

Nommée directrice de l'Equipe d'appui technique au travail décent et du bureau de pays de l'OIT pour les pays andins (EAT/BP-Lima), avec effet au 1^{er} février 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2008.

M. Moussa Oumarou (Niger)

Nommé directeur du Département des relations professionnelles et des relations d'emploi (DIALOGUE), Secteur du dialogue social, et promu au grade D.2, avec effet au 1^{er} janvier 2011.

Né en 1956 à Niamey (Niger), M. Oumarou a fini ses études secondaires dans son pays natal avant d'entreprendre des études supérieures en France, à partir de 1978. Diplômé de l'Institut universitaire de technologie de Béthune (Université Lille 1), de l'École normale nationale de Lyon et de l'École normale supérieure de Cachan, il est devenu inspecteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Avant d'entrer au service du BIT, M. Oumarou a exercé diverses fonctions au niveau académique et au sein de l'administration publique, occupant différents postes à responsabilités, dont celui d'inspecteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et celui de secrétaire général du ministère de l'Éducation nationale. Il est ensuite nommé ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi, et conserve ce portefeuille de 1997 à 1999. Au titre de ces différents postes à responsabilités, il a notamment été membre de la Commission interministérielle chargée de négocier avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international dans le cadre des réformes économiques et sociales, et président de différentes commissions chargées de négocier, au nom du gouvernement, avec les partenaires sociaux. En 1998, il a supervisé l'adoption du texte portant création de la Commission nationale du dialogue social (la première en son genre en Afrique subsaharienne). Il a lancé la révision du Statut général de la fonction publique et introduit de nouvelles dispositions dans le Code du travail. Il a été fait chevalier des Palmes académiques et de l'Ordre national du Niger.

Après son départ du gouvernement en 1999, M. Oumarou travaille d'abord comme consultant du BIT en matière de dialogue social, puis en tant que coordinateur d'un projet national de promotion de la Déclaration sur les principes et droits fondamentaux au travail. Il devient ensuite conseiller technique principal du Programme régional de promotion du dialogue social en Afrique francophone. Il regagne le siège de l'OIT en 2006 et travaille au sein du Département du dialogue social puis du Programme d'administration et d'inspection du travail (LAB/ADMIN), en qualité de spécialiste de l'administration du travail et, par la suite, de spécialiste principal de l'administration du travail et de l'inspection du travail.

Il est l'auteur de plusieurs publications consacrées au dialogue social et à l'administration du travail.

M. Guy Thijs (Belgique)

Nommé directeur de l'Unité d'évaluation (EVAL), avec effet au 1^{er} janvier 2011. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2003.

M^{me} Alette van Leur (Pays-Bas)

Nommée directrice du Département des activités sectorielles (SECTOR), Secteur du dialogue social, avec effet au 1^{er} février 2011. Sa promotion au grade D.2 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2007.

IV. Publications et documents

22. Figurent ci-dessous les documents et ouvrages disponibles depuis la 307^e session (mars 2010) du Conseil d'administration. Ils sont en vente au BIT.

Conférence internationale du Travail

23. Les rapports suivants, élaborés en vue de la 99^e session (2010) de la Conférence internationale du Travail, sont parus en français, en anglais et en espagnol:

<i>Compte rendu des travaux</i>	Séance plénière, rapports des commissions, textes authentiques, résolutions, index des orateurs, délégations
Rapport I (A)	<i>Exécution du programme de l'OIT en 2008-09</i>
Rapport I (C)	<i>Placer la reprise et la croissance sous le signe du travail décent</i>
Rapport II	<i>Informations concernant le programme et budget 2010-11 et autres questions financières et administratives</i>
Rapport III (1A)	<i>Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations</i>
Rapport III (1B)	<i>Etude d'ensemble sur les instruments relatifs à l'emploi à la lumière de la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable</i>
Rapport III (2)	<i>Document d'information sur les ratifications et les activités normatives</i>
Rapport VII	<i>Examen des modalités de suivi de la Déclaration de l'OIT de 1998 relative aux principes et droits fondamentaux au travail</i>

24. Les rapports suivants, élaborés en vue de la 99^e session (2010) de la Conférence internationale du Travail, sont parus en français, en anglais, en espagnol, en allemand, en russe, en arabe et en chinois:

Rapport I (B)	<i>Intensifier la lutte contre le travail des enfants</i>
Rapport IV (1)	<i>Travail décent pour les travailleurs domestiques</i>
Rapport IV (2)	<i>Travail décent pour les travailleurs domestiques</i>
Rapport V (1) (2A) et (2B)	<i>Le VIH/sida et le monde du travail</i>
Rapport VI	<i>Des politiques de l'emploi pour la justice sociale et une mondialisation équitable</i>
Rapport APP	<i>La situation des travailleurs des territoires arabes occupés. Annexe</i>

Rapports des réunions régionales

25. Les rapports pour la 17^e Réunion régionale des Amériques (décembre 2010) sont parus en français, en anglais et en espagnol:

Travail décent dans les Amériques: une période riche de possibles

Décennie du travail décent dans les Amériques, 2006-2015. Premier bilan et perspectives de l'Agenda de l'hémisphère

Programme des activités sectorielles

26. Les rapports suivants sont parus en français, en anglais et en espagnol:

Rapport GDFHTS/2010	<i>Développements et défis dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme</i>
Rapport GDFFSW/2009/9	<i>Document de réflexion à débattre au cours du Forum de dialogue mondial sur l'incidence de la crise financière sur les travailleurs du secteur de la finance et rapport final du forum</i>
Rapport GDFVET/2010	<i>Enseignants et formateurs du futur. L'enseignement et la formation techniques et professionnels dans un monde en mutation</i>
Rapport WPEAC/2009/12	<i>Atelier visant à promouvoir la ratification de la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997</i>

Publications périodiques

27. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées:

Revue internationale du Travail, vol. 149 (2010), n^{os} 1-4, (en anglais) et n^{os} 1-3 (en français); vol. 129 (2010), n^{os} 1-3 (en espagnol); vol. 149, n^o 4 en français et vol. 129, n^o 4 en espagnol en préparation

Journal international de recherche syndicale, vol. 2, n^{os} 1-2, 2010 (en français, en anglais, et en espagnol)

Jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, 108^e session (octobre 2009-février 2010); 109^e session (avril-juillet 2010) (en français et en anglais)

Bulletin officiel, vol. XCI, index (en français, en anglais et en espagnol); vol. XCII, Série A, n^o 2 (en anglais et en français); Série A, n^o 3 (en français, anglais et en espagnol); Série B, n^{os} 1, 2 et 3 (en français, en anglais et en espagnol); vol. XCIII, Série A, n^o 1 (en français, en anglais et en espagnol), Série A, n^o 2 (en espagnol); Série B, Supplément spécial (en français, en anglais et en espagnol)

Publications non périodiques

28. Les publications suivantes sont parues ou sont sous presse dans les langues indiquées (autres langues mentionnées entre parenthèses):

Français

Combattre le travail forcé. Manuel pour les employeurs et le secteur privé (aussi en anglais et en espagnol)

Emploi et protection sociale dans le nouveau contexte démographique (aussi en anglais et en espagnol)

Guide pour la préparation de Plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes (aussi en anglais et en espagnol)

La maternité au travail: Une revue de la législation nationale. Résultats de la base de données de l'OIT sur les lois relatives aux conditions de travail et de l'emploi. Deuxième édition (aussi en anglais et en espagnol)

L'action contre le travail des enfants 2008-09: Progrès réalisés et priorités futures de l'IPEC (aussi en anglais et en espagnol)

L'Afrique solidaire et entrepreneuriale. La renaissance du mouvement coopératif africain (aussi en anglais)

Le travail domestique sur la voie du travail décent. Rétrospective de l'action de l'OIT (aussi en anglais et en espagnol)

Liste des maladies professionnelles (révisée en 2010): Identification et reconnaissance des maladies professionnelles: critères pour incorporer des maladies dans la liste des maladies professionnelles de l'OIT (aussi en anglais et en espagnol)

Mieux protéger les travailleurs pauvres. Rapport annuel 2009 (aussi en anglais et en espagnol)

Mondialisation et emploi informel dans les pays en développement (Institut international d'études sociales) (aussi en espagnol, anglais déjà publié)

Rapport mondial sur les salaires 2010-11. Politiques salariales en temps de crise (aussi en anglais et en espagnol)

Anglais

Action against child labour 2008-09: IPEC progress and future priorities (aussi en français et en espagnol)

Approaches to attribution of detrimental health effects to occupational ionizing radiation exposure and their application in compensation programmes for cancer (OSH 73)

Decent Work Country Profile: Austria

Decent Work Country Profile: Brazil

Decent Work Country Profile: United Republic of Tanzania (mainland)

Don't waste the crisis: Critical perspectives for a new economic model

Employment and social protection in the new demographic context (aussi en français et en espagnol)

Ergonomic checkpoints. Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions. Second edition

Extending social security to all. A guide through challenges and options

From the great recession to labour market recovery. Issues, evidence and policy options

Global child labour developments: Measuring trends from 2004 to 2008 (aussi en français et en espagnol)

Global Employment Trends 2011. The challenge of a jobs recovery (aussi en français et en espagnol)

Global employment trends for youth

Global wage report 2010-11. Wage policies in times of crisis (aussi en français et en espagnol)

ILO School-to-work transition survey: A methodological guide

International labour migration. A rights-based approach

List of occupational diseases (revised 2010) Identification and recognition of occupational diseases: Criteria for incorporating diseases in the ILO list of occupational diseases (aussi en français et en espagnol)

Maternity at work: A review of national legislation. Findings from the ILO's Database of Conditions of Work and Employment Laws. Second edition (aussi en français et en espagnol)

Moving towards decent work for domestic workers: An overview of the ILO's work (aussi en français et en espagnol)

Offshoring and working conditions in remote work

Protecting the working poor. Annual report 2009 (aussi en français et en espagnol)

Rural skills training. A generic manual on training for rural economic empowerment (TREE)

Strengthening migration governance

The employment relationship: A comparative overview

The minimum wage revisited in the enlarged EU

Trade and employment in the global crisis

Women in labour markets: Measuring progress and identifying challenges

Working conditions laws report 2010: A global review

World social security report 2010-11. Providing coverage in times of crisis and beyond

Espagnol

Camino del trabajo decente para el personal del servicio doméstico: panorama de la labor de la OIT (aussi en anglais et en français)

Derecho Internacional y comparado del trabajo: Desafíos actuales (aussi en anglais et en français)

Guía para la preparación de Planes de Acción Nacionales de Empleo Juvenil (aussi en anglais et en français)

Informe mundial sobre salarios 2010/2011. Políticas salariales en tiempos de crisis (aussi en anglais et en français)

La acción contra el trabajo infantil 2008-2009: Avances y prioridades futuras del IPEC (aussi en anglais et en français)

La globalización y el empleo informal en los países en desarrollo (Institut international d'études sociales) (aussi en français, anglais déjà publié)

La maternidad en el trabajo: Examen de la legislación nacional. Resultados de la Base de datos de la OIT sobre las leyes relacionadas a las condiciones de trabajo y del empleo. Segunda edición (aussi en anglais et en français)

La promoción de empresas sostenibles (anglais déjà publié)

Lista de enfermedades profesionales (revisada en 2010) Identificación y reconocimiento de las enfermedades profesionales: Criterios para incluir enfermedades en la lista de enfermedades profesionales de la OIT (aussi en anglais et en français)

Microfinanzas y políticas públicas. Objetivos de eficiencia para un sector responsable (anglais déjà publié)

Protección de los trabajadores pobres. Informe anual 2009 (aussi en anglais et en français)

Trabajo Forzoso. Coerción y explotación en el mercado laboral (anglais déjà publié)

CD-ROM et DVD

29. Les CD-ROM et DVD suivants sont parus dans les langues indiquées:

Bibliothèque électronique sur les normes internationales du travail, ILSE 2010 (trilingue français/espagnol/anglais)

Contrats conclus avec des entreprises commerciales ou des organismes à but non lucratif

30. On trouvera ci-après la liste des contrats conclus depuis la 307^e session du Conseil d'administration:

Trade and employment in the global crisis (édition originale en anglais, co-édition)	Academic Foundation Inde		
World of Work Report 2009. The global jobs crisis and beyond (édition originale en anglais, co-édition)		"	"
International labour migration. A rights-based approach (édition originale en anglais, co-édition)		"	"
World of Work Report 2010. From one crisis to the next? (édition originale en anglais, co-édition)		"	"
Global Wage Report 2010-11. Wage policies in time of crisis (édition originale en anglais, co-édition)		"	"
The role of collective bargaining in a global economy: Negotiating for social justice (édition originale en anglais, co-édition)	Edward Elgar Publishing Ltd. Royaume-Uni		
Regulating for decent work (édition originale en anglais, co-édition)	Palgrave Macmillan Royaume-Uni		
Shaping global industrial relations. The impact of cross- border social dialogue and agreements (édition originale en anglais, co-édition)		"	"
From the great recession to labour market recovery: Issues, evidence and policy options (édition originale en anglais, co-édition)		"	"
Measuring the economically active population and related characteristics in population censuses: A handbook (édition originale en anglais, co-édition)	United Nations Etats-Unis		
Microfinance and public policy. Outreach, performance and efficiency (édition espagnole, co-édition)	Plaza y Valdés S.A. de C.V. Espagne		
Forced labour. Coercion and exploitation in the private economy (édition espagnole, co-édition)		"	"
The financial and economic crisis: A decent work response (réimpression)	Bookwell Inde		
Manual para la defensa de la libertad sindical (réimpression)	Centro de Investigación Laboral y Asesoría Sindical (CILAS) Mexique		
Manual de capacitación para profesionales de la industria turística sobre la prevención y protección de niñas, niños y adolescentes contra la explotación sexual comercial en México. Manual completo: Parte 1 & Parte 2 (réimpression)	Confederación revolucionaria de obreros y campesinos (CROC) Mexique		
La consultoría de empresas. Guía para la profesión. Tercera edición (revisada) (réimpression)	Editorial Limusa S.A. de C.V. Mexique		
Introducción al estudio del trabajo. Cuarta edición (revisada) (réimpression)		"	"

Getting hired: A guide for jobseekers with disabilities (réimpression)	NOVA Employment and Training Program Inc. Australie
Getting hired: A trainer's manual for conducting a workshop for jobseekers with disabilities (réimpression)	" "
Descentralización, tercerización, subcontratación (réimpression)	Fundación de Cultura Universitaria (FCU) Uruguay
Manual. Jóvenes emprendedores inician su negocio (réimpression)	Ministerio de Trabajo y Promoción del Empleo Pérou
A handbook for peer educators. Addressing HIV/AIDS in the workplace (Dutch edition) (réimpression)	Ministry of Labour Suriname
Noise at work. Your health and safety at work. A modular training package (en arabe)	Ministry of Health Syrie
Legislation and enforcement. Your safety and health at work. A modular training package (en arabe)	" "
Instructor's guide to the modules. Your safety and health at work. A modular training package (en arabe)	" "
Managing the cooperative difference. A survey of the application of modern management practices in the cooperative context (en bahasa Indonesia)	Institute for Indonesia Co-operative Development Studies (LSP2I) Indonésie
ILO's multilateral framework on labour migration. Non-binding principles and guidelines for a rights-based approach to labour migration (en bahasa Indonesia)	Institute for Migrant Rights Indonésie
Towards an entrepreneurial culture for the twenty-first century. Stimulating entrepreneurial spirit through entrepreneurship education in secondary schools (en chinois)	Educational Science Publishing House Chine
The International Labour Organization and the quest for social justice, 1919-2009 (en chinois)	International Labour and Development Research Centre, Taïwan
Organization and the quest for social justice, 1919-2009 (en chinois)	" "
Making microfinance work. Managing for improved performance (en chinois)	Nanjing University of Finance and Economics (NUFE) Chine
Ergonomic checkpoints. Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions. Second edition (en chinois)	National Institute for Occupational Health and Poison Control Chine
Handbook on cooperatives for use by workers' organizations (en grec)	KAPA Network Grèce
Promoting responsible and sustainable enterprise-level practices at times of crisis. A guide for policy-makers and social partners (en grec)	Ypsilon – Scientific Society for Development Grèce
Emerging risks and new patterns of prevention in a changing world of work (brochure) (en italien)	Confederazione Generale Italiana del Lavoro (CGIL) Italie

Ergonomic checkpoints. Practical and easy-to-implement solutions for improving safety, health and working conditions. Second edition (en japonais)	Institute for Science of Labour (ISL) Japon
World of Work Report 2009. The global jobs crisis and beyond (en japonais)	Ittosha Incorporated (Publishers) Japon
Labour migration for development. Best practices in Asia and the Pacific (en coréen)	Human Resources Development Service of Korea République de Corée
Challenging the myths about learning and training in small enterprises: Implications for public policy. Employment Sector Series No. 1 (en coréen)	" "
Viet Nam: A foreign manager's HR survival guide (en coréen)	Viet Nam Chamber of Commerce and Industry (VCCI) Viet Nam
Guidelines on occupational safety and health management systems. ILO-OSH 2001 (en macédonien)	Macedonian Occupational Safety and Health Association (MOSHA) ex-République yougoslave de Macédoine
The promotion of sustainable enterprises (en mongol)	Mongolian Employers' Federation (MONEF) Mongolie
Public employment services in the changing labour market (en mongol)	Municipal Employment Department Mongolie
The global employment challenge (en portugais)	Editora IBPEX (Fabulari Inovação Educaional Ltda) Brésil
Competing for global talent (en portugais)	" "
The fundamentals of labour administration (en portugais)	Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social Portugal
Globalization and informal jobs in developing countries (en portugais)	" "
ILO Summit on Global Jobs Crisis. June 2009. ILC 98th Session, 2009 (en portugais)	" "
The financial and economic crisis: A decent work response (en portugais)	" "
The International Labour Organization and the quest for social justice, 1919-2009 (en portugais)	" "
Building decent societies. Re-thinking the role of social security in state building (en portugais)	" "
Workplace solutions for childcare (en portugais)	" "
Labour law and worker protection in developing countries (en portugais)	" "
Decent work for domestic workers. Report IV(1). ILC 99th Session 2010 (en portugais)	" "

Accelerating action against child labour. Global Report under the follow-up to the ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work 2010. Report of the Director-General, ILC 99th Session 2010. Report I(B) (en portugais)	"	"
Emerging risks and new patterns of prevention in a changing world of work (brochure) (en portugais)	"	"
Portworker Development Programme. Chief instructor's manual (en espagnol)		Comisión Centroamericana de Transporte Marítimo (COCATRAM) Nicaragua
Safety and health in underground coalmines. An ILO code of practice (en turc)		Akademi Doktorlar Yayınevi Turquie
Microfinance and public policy. Outreach, performance and efficiency (en turc)		Eflatun Publishing House Turquie
Gender equality around the world. Articles from the World of Work magazine 1999-2006 (en turc)	"	"
Guarantee funds for small enterprises: A manual for guarantee fund managers (en turc)		Kredi Garanti Fonu AS (Credit Guarantee Fund) Turquie
How we work and live. Forest workers talk about themselves. A global account of working and living conditions in the forestry sector. Working paper (en japonais avec adaptation)		Japan Forestry Investigation Committee Japon

Accords de bibliothèque et base des données digitales, et CD-ROM

Ebooks Corporation Ltd., Australie
(142 titres autorisés)

EBSCO Publishing, Etats-Unis
(84 titres autorisés)

UN-Water Decade Programme on Advocacy and Communication, Espagne
(37 titres autorisés)

LexisNexis Academic and Library Solutions, Etats-Unis
(10 titres autorisés)

ProQuest Information and Learning Company, Etats-Unis
(6 titres autorisés)

State University of New York at Binghamton, Etats-Unis
(6 titres autorisés)

The World Bank, Etats-Unis
(5 titres autorisés)

SoFa (Social Firms Australia), Australie
(5 titres autorisés)

Sedlak and Sedlak, Pologne
(3 titres autorisés)

MISEREOR e.V., Allemagne
(2 titres autorisés)

UNESCO, France
(2 titres autorisés)

IHS (Global) Limited, Royaume-Uni
(2 titres autorisés)

University of Southern Queensland, Australie
(2 titres autorisés)

Barbour Environment, Health and Safety, Royaume-Uni
(1 titre autorisé)

Government of Australia – Department of Economic Development, Tourism and Arts,
Australie
(1 titre autorisé)

University of Manitoba, Faculty of Law, Canada
(1 titre autorisé)

European Trade Union Institute, Belgique
(1 titre autorisé)

Sussex Centre for Migration Research, Royaume-Uni
(1 titre autorisé)

Genève, le 7 mars 2011

Points appelant une décision: paragraphe 5
paragraphe 11
paragraphe 17